

Le nuage du Liborgate s'est-il arrêté aux frontières de la France ?

Protégeons notre épargne, exigeons la séparation totale des banques

Fin juin, quelques mois à peine après la perte colossale de plus de 4 milliards de dollars par la filiale anglaise de la banque JP Morgan, suite à une opération hyper-spéculative qui a mal tourné, le monde apprenait avec stupeur l'existence d'une fraude bancaire bien plus énorme encore. La banque britannique Barclays, l'une des premières au monde, a été attrapée, par les services américains et anglais de lutte contre la fraude, avec un certain nombre de ses consœurs, à manipuler à leur profit le Libor, le taux du marché interbancaire Londonien qui sert de base aux calculs des crédits immobiliers, des prêts aux entreprises, aux collectivités territoriales... Depuis que les banques centrales ont abandonné l'émission monétaire aux banques privées, ce taux est établi tous les jours après consultation des 18 méga-banques internationales. Le total des produits financiers qui utilisent ce taux comme référence, est estimé par les spécialistes à plus de 350 000 milliards d'euros par an ! On peut s'imaginer ce que représente en gain une manipulation, aussi faible soit-elle, à la hausse ou la baisse de ce taux !

Surtout, le message que tout ceci a communiqué aux groupes les plus fortunés, comme aux classes moyennes et populaires, est que la finance folle continue à sévir de plus belle, malgré la grave crise financière qui secoue le monde depuis 5 ans et qui a conduit les gouvernements à imposer des mesures d'austérité draconiennes aux populations, en Irlande, en Grèce, en Espagne et désormais chez nous.

C'était le scandale de trop qui a fait sortir de leur tanière une partie des poids lourds de la finance de Londres, la plus puissante au monde, **pour réclamer une séparation totale des banques sur le modèle du Glass Steagall act** adopté par Roosevelt en 1933 pour sortir de la dépression des années 30. Car s'il y a quelque chose de particulièrement développé chez celle que de Gaulle appelait « la perfide Albion » -- comprenez l'Empire britannique--, c'est bien son sens inénarrable de la survie. Face à la menace de tout perdre que lui font courir les éléments les plus irrationnels de la finance folle, ces puissants intérêts sont prêts à passer

par pertes et profits les emprunts toxiques détenus par leurs établissements financiers pour ne sauver que l'épargne et l'argent indispensables à l'économie. Le Glass Steagall, en séparant totalement les banques d'affaires spéculatives et celles de dépôt et de crédit, permet à l'Etat de ne protéger que les secondes, et de laisser tomber les premières si elles ont spéculé et perdu.

Depuis le 4 juillet, les appels en faveur du Glass Steagall de Roosevelt, venant de l'élite financière britannique se multiplient : c'est devenu la ligne de conduite du *Financial Times*, le plus important quotidien de la City de Londres; de Lord Myners, ancien Secrétaire aux services financiers sous Gordon Brown, directeur au fonds d'investissement *RIT Capital Partners* de Lord Jacob Rothschild et éditeur des quotidiens *The Guardian* et *The Observer* ; et de Peter Hambro, un magnat de l'or et l'un des héritiers de la célèbre dynastie bancaire anglo-danoise *Hambros Bank* !

Aux Etats-Unis aussi, le scandale fait tâche d'huile : le secrétaire au Trésor d'Obama, Timothy Geithner pourrait perdre son poste, ayant été au courant de l'affaire depuis 2007 et n'ayant rien fait en substance pour l'empêcher. Deux méga-banques américaines, JP Morgan et Citigroup, sont citées dans cette affaire. Le Congrès vient de se saisir de l'enquête. En Allemagne, la *Deutsche Bank* est sous le collimateur de la justice.

Et alors que partout, les factions qui veulent réguler le système financier saisissent ce scandale pour imposer la loi à la finance folle, **en France, silence radio !** Les trois « vieilles » – Crédit Agricole, Société Générale et BNP-Paribas – se cramponnent au modèle de Banque universelle qui, avec son mélange des genres (spéculation, épargne et crédit à l'économie), met notre existence et celle de notre pays en grave danger.

Levons-nous. Osons exiger avec Jacques Cheminade, auprès des élus et d'autres responsables, **qu'une fin soit mise à ces pratiques. Signez l'Appel pour un Glass Steagall global.**

Appel à un Glass-Steagall global

Au moment où nous signons cet appel pour un *Glass-Steagall global* qui permettrait d'imputer les pertes de jeux aux seuls établissements financiers qui ont joué et perdu, François Hollande vient, au contraire, d'annoncer sa décision de faire ratifier le *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)* qui impose une austérité draconienne aux peuples et le renflouement des banques d'affaires.

En signant cet appel et en exigeant un référendum sur le TSCG, vous agirez pour empêcher qu'une dictature financière supranationale s'abatte sur l'Europe et pour créer les conditions d'une relance de l'économie physique au service de l'homme. Nous ne voulons pas que se répète le « coup de Lisbonne ».

1 Dans tous les Etats de la zone transatlantique, **des lois doivent être votées afin d'instaurer un système de séparation des banques**, à l'image de la loi Glass Steagall de Franklin Roosevelt, adoptée le 16 juin 1933 et dont les principes existaient aussi dans les Etats européens jusqu'au début des années 1980, sous forme de régulations strictes, en vertu desquelles le secteur bancaire avait un caractère industriel dominant rendant pratiquement impossible l'accès à l'épargne privée pour mener des opérations à risque spéculatives.

Comme ce fut le cas aux Etats-Unis avant l'abrogation de la loi Glass-Steagall par la loi Gramm-Leach-Bliley, en 1999, il faut totalement séparer les banques commerciales (aux fonctions de dépôt et de crédit), les banques d'investissement et le secteur de l'assurance.

2 Les banques commerciales doivent être protégées par l'Etat tandis que les banques d'investissement doivent se charger elles-mêmes de mettre de l'ordre dans leurs bilans sans que les contribuables soient mis à contribution, ce qui veut dire, sur le plan pratique, que **des créances et des titres toxiques à hauteur de milliers de milliards devront être annulés**, même si cela provoque l'insolvabilité des banques.

3 Dans la logique du nouveau principe de crédit, **un système de banque nationale, inspiré par le précédent d'Alexandre Hamilton, doit organiser l'émission de crédits à long terme et à faible**

taux d'intérêt en faveur d'investissements destinés à augmenter la productivité de l'économie en privilégiant un accroissement du flux de densité d'énergie et le progrès scientifique et technique.

4 Pour la reconstruction de l'économie réelle, **des accords de coopération à long terme entre Etats souverains doivent être conclus, ayant pour objectif la réalisation de projets d'infrastructure et de développement** définis dans le cadre d'un programme méditerranéen pour un nouveau miracle économique, conçu comme l'extension nécessaire d'un pont terrestre mondial. Ces accords se traduiront de fait par un nouveau système de crédit et un nouveau Bretton Woods, dans la tradition de Franklin Roosevelt.

Introduire une loi sur la séparation des banques et instaurer un système de crédit ne consiste en aucun cas à viser à une simple amélioration technique du système bancaire, mais plutôt à organiser la manière dont l'économie pourra assurer l'existence de l'humanité sur plusieurs générations à venir, afin que la richesse créée et constamment accrue puisse être transmise à ces générations. L'homme doit redevenir ainsi le centre et le but de l'économie.

Nous, soussignés, appelons de toute urgence les gouvernements et les parlements à remplir leur devoir constitutionnel et à adopter immédiatement le système de séparation des banques, afin de protéger le bien-être des peuples dont ils sont les représentants.

Pour soutenir cet appel, retournez ce coupon à **Solidarité & progrès BP 27 92114 Clichy cedex** ou signez en ligne sur **www.appel-glass-steagall.fr**

Nom, Prénom*

Ville*

Profession

Organisation / mandat

Téléphone

Email*

En signant, j'accepte que mon nom soit rendu public.

* mentions obligatoires